

Georges-Henri Soutou  
*de l'Institut*

# EUROPA !

*Les projets européens  
de l'Allemagne nazie  
et de l'Italie fasciste*

TALLANDIER

Cet ouvrage est publié sous la direction de Denis Maraval.

© Éditions Tallandier, 2021  
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris  
[www.tallandier.com](http://www.tallandier.com)  
ISBN : 979-10-210-5024-2

« L'idée d'Europe est à la mode. Moins de trois années après la fin de la guerre, le thème de l'Europe, qui a joué un tel rôle dans la propagande hitlérienne, reparait dans la propagande des Nations unies. Je ne vois là d'ailleurs aucun scandale, même quand ce sont les mêmes hommes – ce qui peut arriver – qui traitaient il y a quelques années le thème et qui le traitent à nouveau aujourd'hui. Après tout, c'est peut-être une manière de rendre hommage à une nécessité historique inéluctable. »

Raymond ARON, « L'idée d'Europe »,  
*La Fédération*, juin 1948.



*Pour Jacqueline*  
*À la mémoire de Jorge Semprun*



## INTRODUCTION

La politique européenne de l’Axe constitue un sujet qui, de nos jours, suscite à première vue l’incrédulité, l’ironie ou, au contraire, inspire des sites nostalgiques et fuligineux sur Internet. Certes, le mot « Europe » n’apparaît pas une seule fois dans *Mein Kampf* ! Cependant, on a rarement autant parlé de l’Europe qu’en 1939-1945, en particulier du côté de l’Axe, à Rome comme à Berlin, et aussi dans tous les pays occupés.

Bien entendu, le traumatisme provoqué dans des pays de vieille civilisation et d’immense culture par l’irruption de régimes totalitaires, et pour toute l’Europe par la Seconde Guerre mondiale, a provoqué une marée de recherches, d’ouvrages, de thèses et d’interprétations diverses. Au départ, Hitler et Mussolini étaient considérés comme responsables de tout, ce qui était commode pour certains après 1945, mais très excessif. À l’inverse, dans les années 1980, la thèse se fit jour selon laquelle le rôle personnel des dictateurs passait au second plan derrière les orientations des groupes dirigeants et des catégories sociales dominantes. On aurait eu affaire à une « dictature faible<sup>1</sup> ». C’était l’« école fonctionnaliste », elle aussi très excessive, même si des organismes complexes comme l’Allemagne et l’Italie ne pouvaient évidemment pas être totalement contrôlés par un dictateur, si puissant fût-il<sup>2</sup>. En fait, Hitler organisait un état permanent de compétition entre les instances dirigeantes pour mieux asseoir son propre

contrôle et, plus profondément, en accord avec sa vision darwinienne de la survie du plus apte, selon laquelle celui qui gagne dans les conflits internes de compétences est le plus à même de faire triompher la politique à mener. L'historien doit à la fois rendre compte des orientations du Führer, de celles des différents éléments du Reich (parti, SS, administration, armée) et de la société (industriels, universitaires, etc.). Il faut étudier à la fois les décideurs et les structures<sup>3</sup>.

Quant aux orientations fondamentales de Hitler en matière internationale, l'historiographie a dit tout et son contraire : selon les auteurs, l'ennemi principal était pour lui les Juifs, ou le judéo-bolchevisme, ou le bolchevisme, ou les Slaves, ou les Anglo-Saxons – avec lesquels au contraire, selon certains, il aurait voulu s'associer. Et il souhaitait dominer toute l'Europe jusqu'à l'Oural, mais, pour d'autres, son objectif était le monde entier. Ou, ce qui est à mon avis encore la meilleure approche, quelque synthèse de cet ensemble d'orientations. Mais ne nous perdons pas dans la « pestilence méthodologique » que dénonçait Max Weber<sup>4</sup>. Notons simplement ici que Hitler avait une guerre mondiale à mener et qu'à côté de ses pulsions idéologiques c'était également un stratège, et que beaucoup de ses réactions ou décisions ont découlé aussi, voire d'abord, de considérations stratégiques pas forcément irrationnelles que l'on néglige trop souvent<sup>5</sup>.

Cependant, nous verrons que, pour Hitler, la notion d'Europe, pour le dire brutalement, renvoyait essentiellement à la domination du Reich sur le continent et à la notion d'une culture « aryenne ». Elle était instrumentalisée ou tout au plus géopolitique. Il est clair que si le III<sup>e</sup> Reich s'était résumé à son Führer, ce livre aurait été écrit rapidement ! Mais même comme dictateur décidant en dernier ressort, Hitler ne pouvait pas empêcher les différents secteurs d'un pays, d'une administration et d'une société particulièrement complexes d'avoir leur propre vue des choses et leur mot à dire. D'autant



plus qu'il avait besoin d'eux. Il faut donc étudier l'ensemble des points de vue des uns et des autres, et leurs compromis changeants. Certes, il aurait fallu que l'Allemagne gagne la guerre pour que l'on ait le fin mot de l'histoire. Mais beaucoup des tendances apparues pendant le conflit en Allemagne en matière européenne, dans le monde économique en particulier, mais aussi dans de nombreux milieux, parfois même au sein du régime, et également dans la résistance à Hitler, survécurent et jouèrent leur rôle après 1945, ce qui leur donne un sens historique dépassant la période 1933-1945.

Pour l'Italie aussi, beaucoup de thèses s'affrontent. L'historiographie balance entre le concept unificateur de « nazisme-fascisme », qui souligne les convergences d'ailleurs bien réelles entre les deux régimes, et la vision d'un Duce reprenant à sa manière, en les durcissant, les thèmes du nationalisme impérial italien depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Mais un Duce limité dans sa démarche par l'existence de la monarchie, de l'Église et d'une société diverse<sup>6</sup>. Certes, la société italienne a été de tout temps vivace et difficile à influencer en profondeur par le pouvoir politique et, comme Mussolini le disait lui-même : « Gouverner les Italiens n'est pas difficile, mais ça ne sert à rien<sup>7</sup>. » Il ne put être lui-même qu'en 1943-1944 avec la république de Salò, mais sous étroit contrôle allemand. Cela dit, malgré son nationalisme radical et son obsession impériale, il était plus spontanément et profondément « européen » que le Führer, et le contrepoint Rome-Berlin nous aidera à mieux mesurer, en les contrastant, les aspects européens de la politique de l'Axe.

Nous comprenons de façon pragmatique le thème de l'Europe : quelles que soient par ailleurs les orientations des régimes en question, il est central d'abord parce qu'ils occupent le continent et doivent bien envisager son avenir, ensuite parce que certains milieux (économique, mais aussi monde intellectuel et artistique et de nombreux politiques)

pensent à l'Europe comme cadre de référence depuis 1919<sup>8</sup>. Et ensuite parce que les décisions prises par les puissances de l'Axe pendant la guerre ont eu des suites après 1945 soit directement (en particulier pour l'économie et les relations entre grandes sociétés industrielles et financières), soit par réaction, en orientant l'Europe d'après-guerre vers l'État de droit et les droits de l'homme<sup>9</sup>.

Même si le sujet est déplaisant, même s'il fut l'occasion d'une propagande développée dans la presse, à la radio et aux actualités cinématographiques dans une langue écrite et parlée très caractéristique, martelée et insupportable pour les admirateurs cultivés des langues allemande et italienne (*La Voce del Littorio* !), on ne peut comprendre l'Europe d'après 1945 si on omet la période occupée par l'Axe. Certes, le rôle du Reich est plus connu, mais l'Italie a aussi joué son rôle et a même commencé plus tôt, et la littérature historique concernant ce pays est elle aussi essentielle. Notons que le seul ouvrage traitant de l'ensemble du sujet est l'œuvre d'un historien italien, Enzo Collotti<sup>10</sup>.

Un ouvrage de circonstance paru en 1940, *Italia Germania*, résume bien le discours romain. Citons-en les derniers mots : « Après la victoire prochaine, l'Italie et l'Allemagne donneront à l'Europe un nouveau visage de justice sociale et politique pour lequel combattent depuis vingt ans leurs révolutions respectives. » Justice politique mais aussi sociale, donc, contre les vainqueurs de 1919, organisateurs de l'ordre injuste de Versailles mais en même temps puissances « ploutocratiques », l'Angleterre et la France<sup>11</sup>.

Par la suite, Hitler devait d'ailleurs évoluer : à partir de son arrivée au pouvoir et surtout de 1936 (les jeux Olympiques tenus à Berlin cette année-là évoquèrent beaucoup l'Europe, et leur hymne fut l'*Hymne à la joie* de Beethoven). Il devait, par la suite, se référer de plus en plus souvent à l'Europe dans ses discours, ainsi lors de la visite de Mussolini en 1937, et en faire, par exemple dans son discours du 11 décembre

1941 après l'entrée en guerre des États-Unis, la projection historique et culturelle du germanisme, succédant à Athènes et Rome. Et dans sa dernière intervention radiodiffusée, le 30 janvier 1945, il faisait de la survie de l'Europe l'enjeu de la défense acharnée du Reich. En privé, au mois de mars, il affirmait : « J'étais la dernière chance de l'Europe<sup>12</sup> ! »

On constate que la propagande allemande à destination du public national, mais aussi des pays occupés, a également consacré beaucoup d'efforts au thème européen, les services de Goebbels y veillant. Mais ses axes varièrent selon les périodes, et ne furent ni très précis, ni toujours habiles – et pas toujours semblables à ceux de la propagande italienne. De la victoire sur la France en juin 1940 à l'entrée en guerre contre l'URSS en juin 1941, le thème du « nouvel ordre européen » restait très vague : il s'agissait simplement de rétablir des relations pacifiques entre les États européens, que la Grande-Bretagne s'ingéniait à empêcher. Seule la coopération économique était évoquée de façon plus spécifique. À partir de juin 1941, le nouveau thème, développé avec beaucoup plus d'énergie, fut celui de la solidarité européenne contre le bolchevisme (ce fut sans doute l'argument le plus efficace de Berlin).

Mais, au-delà, on restait dans le vague. En ce qui concerne l'après-guerre, la radio et la presse du Reich, ainsi que les différents organes de propagande dans les pays alliés ou occupés, évoquaient la « forteresse Europe » de l'Oural à l'Atlantique et entraient un peu plus dans les détails : on remettrait en cause l'évolution de l'Europe depuis les traités de Westphalie en 1648 qui avaient détruit l'unité du continent – en fait, du Saint Empire romain germanique ! – et on la réorganiserait autour du Reich grand-allemand, le protectorat de Bohême-Moravie étant présenté comme un exemple.

À partir de Stalingrad – même si en 1943 certains organismes berlinois tentèrent de faire prévaloir une notion plus présentable, celle d'une « confédération d'États euro-

péens » –, la propagande de Goebbels insista surtout sur la double menace pesant sur l'Europe, le bolchevisme à l'Est, et les Anglo-Saxons à l'Ouest, prêts à abandonner le continent à Staline<sup>13</sup>. Cependant, le ministre de la Propagande s'étendait moins sur l'Europe d'après-guerre : il le fit néanmoins dans ses éditoriaux publiés dans l'hebdomadaire *Das Reich* fin mai 1942, ou encore les 4 octobre et 11 novembre de la même année où il évoquait l'Allemagne et l'Europe après la victoire sous direction allemande, prospères et joyeuses grâce aux immenses ressources de l'Est. Mais il s'agissait plus d'une utopie lyrique que d'un véritable projet<sup>14</sup>.

Trois explications à cette réserve : d'abord la concurrence, pour la propagande vers l'étranger, entre le ministère de la Propagande de Goebbels, celui des Affaires étrangères, le Service de presse du Reich, dirigé par un autre proche de Hitler, Dietrich, le haut commandement de la Wehrmacht et, de plus en plus à partir de 1943, les SS. Les conflits de compétence provoquèrent souvent la paralysie<sup>15</sup>.

Mais, encore plus fondamentalement, le régime était très particulier et laissait cohabiter des groupes aux orientations fort différentes, le Führer lui-même gardant le contrôle en pratiquant systématiquement une forme de darwinisme administratif. Les milieux conservateurs souhaitaient en fait renouer avec les objectifs de 1914-1918, c'est-à-dire la réalisation d'une *Mitteleuropa* sous direction allemande<sup>16</sup> ; le parti et les SA, eux, pensaient à une révolution sociale de type fasciste en Europe, tandis que la SS imaginait une reconstruction raciale du continent.

Et, troisième raison pour la réserve de la propagande : Hitler lui-même ne voulait pas que l'on définisse les buts de guerre de façon trop précise, à la fois pour ne pas se lier les mains tant que le conflit n'était pas terminé, et parce qu'il ne pouvait pas ne pas tenir compte du fait que ses alliés avaient souvent des objectifs particuliers très contradictoires : l'Italie contre la

Croatie, la Bulgarie contre la Roumanie, la Roumanie contre la Hongrie, etc. En outre, le thème européen en tant que tel avait sans doute moins d'importance pour le Führer que pour d'autres responsables<sup>17</sup>. Et que pour les dirigeants italiens, qui restèrent plus conséquents, nous le verrons.

Mais, d'une façon ou d'une autre, le thème européen fut très présent à Berlin. Notons cependant une périodisation : en 1940, après la victoire sur la France, il apparaît bien, et pas seulement pour la propagande. En 1941-1942, l'urgence de la guerre totale, de plus en plus difficile pour l'Axe, fait que l'Europe n'est guère plus qu'un sujet de propagande. En 1943, devant les sombres perspectives stratégiques, elle revient au premier plan et ce, dans tous les secteurs, y compris la SS, dans le domaine de la propagande mais aussi de la politique effective. À partir de l'été 1944, le même thème est tout aussi présent, mais désormais, pour les plus lucides, il s'agit d'essayer de réinsérer l'Allemagne dans un monde d'après-guerre qui sera dominé par les Alliés.

Bien entendu, les chances de succès de cette ligne générale de propagande européenne, plutôt vague et d'ailleurs assez décevante pour notre sujet, étaient réduites. Cependant, des efforts plus ciblés furent menés en direction de différents milieux dans les divers pays alliés ou occupés, y compris sur le plan économique ou culturel et sur celui de la politique sociale du III<sup>e</sup> Reich, donnée en exemple. Pas toujours sans succès, nous le verrons. Il faudra donc aller bien au-delà du discours de propagande, et étudier les projets effectifs, selon les domaines, les pays, et les milieux concernés.

En effet, l'Allemagne, même national-socialiste, est un ensemble où continuent à coexister des forces et des milieux différents, aux intérêts et aux conceptions divergents, et qui préexistaient souvent au III<sup>e</sup> Reich. Ainsi, les industriels ou les banquiers ont renoué à partir de 1939 avec des objectifs qui avaient été les leurs depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, en par-

ticulier en 1914-1918. L'antisémitisme extrême du nazisme a introduit une césure, mais d'autres aspects de l'Allemagne nazie découlent de tendances plus anciennes, comme pour sa politique européenne.

On ne peut donc pas réduire la question européenne dans la politique nazie à la simple propagande, et c'est encore moins le cas pour l'Italie. D'autant plus que cette politique n'est pas restée totalement sans effet. Car le terrain européen était souvent fertile dans le *maelström* politique et idéologique provoqué par la Grande Guerre et la crise des années 1930. Beaucoup d'Européens furent tentés : des pacifistes souvent, par rejet de la Première Guerre mondiale et des traités de paix ; les très nombreux adversaires du bolchevisme ; les anti-sémites ; des milieux catholiques ou protestants réagissant contre la sécularisation, de l'Église de l'Espagne franquiste à Mgr Tiso, chef de la Slovaquie, saluant le bras tendu au cri de *Laudetur Jesus Christus* ; des « chrétiens allemands », protestants récupérés par le régime sous la houlette de l'« évêque du Reich » Müller (le *Reibi*) ou, au contraire, des milieux athées se situant au confluent des influences de Nietzsche, Oswald Spengler ou Julius Evola. Tout un univers mental – ou plutôt un magma – difficile à imaginer aujourd'hui. Le *Kaputt* de Curzio Malaparte est encore l'ouvrage contemporain qui en rend le mieux compte.

Bien entendu, pour beaucoup, l'Europe est devenue aujourd'hui une idéologie ou une quasi-religion, ou représente en tout cas le Bien face au Mal absolu du nazisme, et on m'a souvent dit que mon livre serait dangereux, car il risquerait d'agir négativement sur la perception de la construction européenne actuelle et de donner des arguments à ses adversaires. Ce n'est pas le problème de l'historien : celui-ci constate que l'Axe avait bien un projet européen, évidemment très particulier, comportant beaucoup de contradictions et des aspects proprement monstrueux<sup>18</sup>. Et il observe que l'Europe d'après

## INTRODUCTION

1945 s'est développée en partie en réaction contre celle des années 1930 et 1940, mais qu'il y a aussi des continuités dans les évolutions en profondeur de l'économie, de la société, de la culture, et dans nombre d'itinéraires individuels. L'Europe de l'Axe ne fut pas uniquement une parenthèse. Et la thèse de John Lukacs selon laquelle les Européens auraient été, fin 1940 ou début 1941, résignés à accepter l'ordre nouveau si la guerre s'était arrêtée à ce moment-là paraît aujourd'hui plus convaincante qu'à l'époque de la publication de son livre<sup>19</sup>.

L'historiographie récente est de plus en plus consciente de cette dimension européenne du nazisme et du fascisme, avec évidemment toutes les réserves nécessitées par un sujet difficile, car ni le nazisme ni le fascisme ne concevaient le monde à partir d'une approche uniquement européenne, mais d'abord raciale pour Berlin, et nationale et impériale pour Rome<sup>20</sup>. On voudrait présenter ici le résultat de ces recherches récentes, qui se sont étendues également aux domaines culturel, social et économique, au-delà même de la politique et de l'idéologie, en cherchant en outre à montrer qu'il y avait de grandes résonances chez les alliés de l'Axe et même dans de nombreux secteurs des pays occupés. On peut donc parler d'Europe, pas seulement d'une zone occupée par l'Axe. Une Europe nazie-fasciste (ici le mot double se justifie) était concevable et elle a été conçue. Était-elle réalisable ? Elle a échoué, mais elle a laissé plus de traces qu'on ne le pense.

\*

Il me faudrait remercier ici beaucoup de monde, beaucoup de collègues, mais je voudrais tout particulièrement citer l'Institut d'histoire contemporaine de Munich et son ancien directeur, le professeur Horst Möller, qui m'a accueilli pour des séjours de recherche dans ses archives et sa bibliothèque incontournable. Celle-ci bénéficie en particulier d'un classement thématique

## EUROPA !

extraordinairement commode sans lequel j'aurais eu le plus grand mal à réunir la documentation nécessaire. Tous les collaborateurs de ce magnifique centre de recherche, ainsi que son actuel directeur, le professeur Andreas Wirsching, m'ont considérablement aidé, et je leur exprime ici ma gratitude.

Je dois également dire que c'est grâce aux livres de l'ambassadeur Maurizio Serra et à mes échanges avec lui que j'ai décidé d'étendre le projet initial, qui était centré sur le Reich, à l'Italie fasciste, ce qui était intellectuellement et historiquement indispensable et m'a permis de donner sa cohérence à une étude à laquelle, pour de nombreuses raisons, y compris familiales et personnelles, je pensais depuis le début des années 1970.



## CHAPITRE PREMIER

### Une Europe prédisposée

L'« Europe nouvelle » de l'Axe n'a jamais fait l'objet d'une formulation précise et exhaustive – programmatique – par les responsables de l'époque. En effet, elle renvoie à un ensemble de conceptions et de courants différents qui convergent dans une certaine mesure, mais ne se superposent pas forcément. Ces conceptions étaient nées pour certaines dès la guerre de 1914-1918, voire à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais l'Axe, d'une certaine façon, les a synthétisées à sa manière et les a engerbées dans un projet peut-être pas très structuré, mais cependant très concret. Ni Hitler ni Mussolini n'ont inventé grand-chose. Ce qui est original, c'est d'avoir fait de ces tendances préexistantes un programme d'action. Mais sans l'Europe d'avant l'Axe, celle de l'Axe n'aurait pas été pensable.

La catastrophe de la Première Guerre mondiale et les limites et défauts des traités de 1919-1920 avaient fait naître des mouvements et des projets européens qui n'étaient plus des utopies, mais faisaient entrer l'union politique de l'Europe dans le domaine des politiques effectives, et ce, dans un très large spectre idéologique, comme le « plan européen » d'Aristide Briand en 1930, d'inspiration libérale, ou la notion de « grand espace européen » développée par Carl Schmitt en 1939 dans le cadre du national-socialisme<sup>1</sup>. Les contemporains avaient

pris l'habitude de penser aussi en termes européens, et pas seulement nationaux.

Sur le plan économique, de nombreux experts réfléchissaient, dès avant 1914, à la nécessité d'une collaboration à l'échelle de l'Europe, à la fois pour des raisons de rationalisation et d'économies d'échelle, et pour mieux résister à la concurrence de pays neufs, tels les États-Unis, qui n'étaient pas soumis au poids de la protection sociale qu'avait lancée Bismarck. Dès les années 1920, de nombreux industriels et banquiers appelaient de leurs vœux une organisation structurée de l'Europe devant permettre d'éviter le retour d'une catastrophe comme celle de 1914, et de résister à la puissance économique américaine et à la force d'expansion du communisme soviétique<sup>2</sup>. Depuis 1926, les sidérurgistes collaboraient dans l'Entente internationale de l'acier, lointaine préfiguration de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) de 1951. C'était une formule de cartel international qui permit de régulariser les marchés et les investissements jusqu'en 1939, malgré les tensions politiques. D'autres accords, sous forme de cartels internationaux, furent conclus : en 1926 pour la potasse, en 1927 pour les colorants, en 1930 pour l'azote. Ce courant fut encore renforcé sous le poids de la crise économique des années 1930, et subsista pendant la Seconde Guerre mondiale, durant laquelle ces différents cartels continuèrent à fonctionner. Et on commençait à réfléchir aux problèmes monétaires de l'Europe<sup>3</sup>. La plupart des experts, en particulier ceux de la SDN, plaidaient pour la stabilité des changes et des monnaies, la rigueur budgétaire, le retour à l'étalon-or remis en cause par les dévaluations des années 1930. Ils critiquaient les dévaluations compétitives et le système du *clearing* (réduisant la nécessité de transferts monétaires d'un pays à l'autre) qui compartimentaient l'espace économique mondial. Mais ils n'avaient rien à proposer aux pays d'Europe centrale et danubienne durement frappés par

la crise. De très rares experts commençaient à imaginer des solutions s'apparentant au keynésianisme ou au FMI de 1944. Face à cet échec patent de la politique monétaire lancée lors de la conférence de Gênes en 1922, à la crise et à l'absence de perspective, il n'est pas étonnant que de plus en plus de responsables, en commençant par ceux de l'Est de l'Europe, se soient résignés à la solution du *clearing*, système d'échanges commerciaux sur la base du troc réduisant très fortement les transferts monétaires, solution que l'Allemagne allait progressivement faire triompher dès avant 1939 et qui deviendrait la règle pour l'Europe continentale sous son égide à partir de 1940. Là aussi, le terrain était préparé.

D'autre part, le protectionnisme américain et la conférence économique organisée par la SDN en 1928 firent prendre conscience des enjeux économiques transatlantiques, ce qui contribua à remettre en cause le libre-échangeisme (relatif) de la période précédente, même dans les milieux de l'économie capitaliste, et suscita un retour des thèses protectionnistes. Parallèlement, la notion de planification, impensable avant 1914, progressait – pas seulement en URSS, mais aussi en Italie à partir de 1932 puis en Allemagne à partir de 1933 – et séduisait nombre de socialistes (comme Henri De Man en Belgique, qui lança le « planisme ») et certains libéraux qui virent – à tort – dans la politique de Roosevelt à partir de 1934 un équivalent. Tout cela ne resta pas sans effet pendant la guerre dans les relations entre les autorités du Reich et les pays occupés.

Néanmoins, l'inadéquation des instruments établis après 1914 pour rétablir l'économie mondiale (*Gold Exchange Standard* décidé par la conférence de Gênes en 1922), la gravité de la crise de 1929, encore exacerbée par le cataclysme de la crise financière de 1931, les déséquilibres des échanges et des balances des paiements, la persistante mauvaise entente franco-allemande également dans le domaine commercial

et économique, tout cela pouvait rendre pessimiste sur les efforts de coopération économique européenne que prônait sans relâche la SDN<sup>4</sup>. Disons-le tout net : quand, à l'été 1940, l'Allemagne parut en mesure de prendre en main la reconstruction économique du continent sur des bases nouvelles, non libérales, nombreux furent ceux qui, au moins temporairement, s'y résignèrent.

Ajoutons que tout un milieu de « technocrates » français plaidait de plus en plus fortement pour la construction d'un ensemble économique européen organisé autour du couple franco-allemand<sup>5</sup>. Ils imaginaient des accords de *clearing*, des accords sur les matières premières qui sortaient de la doxa libérale et rejoignaient des réflexions d'économistes allemands ou italiens<sup>6</sup>. On les retrouvera sans surprise à Vichy, puis dans le mouvement fédéraliste européen après 1945.

D'autre part, l'Europe était colonisatrice. Posséder des colonies était considéré à la fois comme une nécessité économique et comme une marque de statut. Les Allemands réclamaient le retour de celles qu'ils avaient perdues par le traité de Versailles. À leur tour, à partir des années 1930, les Français dans leur masse, au-delà des milieux restreints engagés dans l'expansion coloniale depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, s'intéressèrent vraiment à l'Empire et adhérèrent souvent à une idéologie coloniale qui fut d'ailleurs une composante importante de Vichy, autour du concept d'« Eurafrique », que nous retrouverons aussi chez l'Axe<sup>7</sup>.

Un autre courant paneuropéen essentiel pour notre propos fut celui du « darwinisme social », qui fut probablement l'idéologie immanente dominante de l'Occident de la fin des années 1890 aux années 1930 (tandis qu'il atteignait en Allemagne les extrémités que l'on sait à partir de 1933). Il s'agit d'une extension au domaine social de la théorie de Darwin sur l'évolution des espèces par la survie du plus apte, et une forme extrême du libéralisme, passant de la possibilité offerte à chacun de

développer ses capacités et ses activités à une vision beaucoup plus durement compétitive conduisant à l'élimination du plus faible<sup>8</sup>. Ce courant a contribué à justifier, avant 1914, l'idéologie impériale en Grande-Bretagne et en Allemagne : ce fut le « social-impérialisme », justifiant l'expansion par la démonstration, faite par cette expansion même, de la « supériorité » du pays concerné, et s'adressant aux travailleurs en leur faisant valoir que la coopération des classes sociales autour d'un tel projet améliorerait leur sort bien mieux que le programme socialiste<sup>9</sup>. On constate qu'en Grande-Bretagne le libéralisme profond de la société a limité les avancées de cette idéologie ; il n'en a pas été de même en Allemagne, tout particulièrement à partir de 1933, où la philosophie immanente du régime est bien celle du darwinisme et où la thèse de l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs grâce à l'expansion a été l'un des ressorts essentiels du nazisme<sup>10</sup>.

Le terrain européen était, on le voit, prédisposé. Mais d'autres facteurs, souvent sans rapport au départ avec le fascisme ou le national-socialisme, contribuèrent également à leur permettre de développer leurs projets européens.

*Années 1930 : un nouveau climat européen  
qui réduit les défenses immunitaires des sociétés libérales*

Ce fut par exemple le pacifisme, très renforcé par l'expérience traumatisante de 1914-1918<sup>11</sup>. Incontestablement, en France et en Grande-Bretagne, le courant, particulièrement puissant dans les années 1930, a contribué chez beaucoup à fausser la perception des réalités de la politique hitlérienne, voire a favorisé une forme de complicité avant la guerre, et, pendant celle-ci, a sous-tendu nombre de courants collaborationnistes<sup>12</sup>. Le pacifisme fut souvent nourri par la mauvaise conscience des vainqueurs de 1919, qui finirent par admettre

certaines arguments révisionnistes de l'Allemagne. En particulier à Munich, en septembre 1938, où ils sacrifièrent la Tchécoslovaquie, allié impeccable et conforme à leur modèle démocratique de nationalité *civique* sur lequel avaient reposé les traités de 1919-1920, et s'inclinèrent devant Berlin et le principe des nationalités *ethniques*, désavouant ainsi l'œuvre des Alliés en 1919.

À l'inverse, la guerre suscita chez les vaincus l'apparition de mouvements hyper-nationalistes, comme en Allemagne les corps francs en 1919, qui jouèrent ensuite un rôle dans la naissance du nazisme, ou, dans une Italie déçue par la « victoire mutilée », les *Arditi*, que l'on retrouve à Fiume en 1919 et là aussi aux origines du fascisme<sup>13</sup>. Ce fut également la place centrale de l'anticommunisme après l'expérience du soulèvement spartakiste en Allemagne en 1919, après la dictature de Béla Kun en Hongrie la même année, après les luttes entre syndicats ouvriers et agricoles italiens et leurs employeurs dans l'Italie de 1919 à 1922<sup>14</sup>. Sans la menace communiste, le fascisme est moins facile à imaginer<sup>15</sup>.

Ce fut également le développement, après 1919, de la notion de civilisation européenne. On sait l'importance de ce concept à l'époque classique du concert européen, au XIX<sup>e</sup> siècle, comme support pour les contemporains de l'unité morale du continent. Mais, durant les années précédant la Première Guerre mondiale, il semble que l'on assiste au recul de l'idée d'une civilisation européenne comme facteur d'unité ; on adopte plus souvent le concept d'une civilisation universelle, en réalité eurocentrée, à laquelle les autres régions du monde sont invitées à se rallier, comme étant *la* civilisation, mais qui n'est plus une caractéristique de l'Europe en soi<sup>16</sup>. Mais on observe durant les années 1920 et 1930 une renaissance de la notion d'une civilisation européenne spécifique dans des milieux intellectuels variés, de Paul Valéry à Oswald Spengler.

On constate que dans son « plan européen » de 1930, Briand était lui-même très conscient de la dimension culturelle de l'Europe, même s'il ne parlait pas de civilisation et si le plan se présentait, de façon très pragmatique, comme un projet économique et un système de sécurité collective : dans le discours par lequel il annonça le projet devant la SDN, le 5 septembre 1929, il évoquait des philosophes et des poètes qui avaient lancé l'idée européenne, et, le 16 septembre 1930, il laissa entendre très clairement que c'est pour pouvoir réaliser son idée, en tenant compte des objections et des difficultés, qu'il avait choisi cette présentation concrète (sécurité régionale et ensemble économique). L'idée d'une solidarité européenne qui ne serait pas seulement diplomatique (par le biais du concert européen ou de la sécurité collective, telle qu'elle s'était développée depuis les accords de Locarno en 1925) ou économique, mais aussi culturelle, était donc présente dès cette époque et allait jouer un rôle considérable pour les partisans de l'« Europe nouvelle ». D'autant plus que la « sécurité collective » devint un alibi commode pour tenter de maintenir le Reich dans le système européen et ainsi l'« apaiser ». La notion pervertie de sécurité collective continua de peser lors des accords de Munich et dans la première phase de Vichy. Elle fut la rationalisation invoquée par beaucoup d'anciens briandistes pour justifier la Collaboration<sup>17</sup>.

Sur le plan intellectuel, le climat des années 1930 a été marqué par un certain ton générationnel, par une convergence au-delà des clivages. D'une façon générale, ce que l'on a appelé « les idées des années 30 » ont joué un rôle considérable pour toute une génération, quelles que soient les options des uns ou des autres. L'expérience de la Première Guerre mondiale puis de la crise économique mondiale ont amené beaucoup d'intellectuels, quel que soit leur horizon politique, à remettre en cause les idéologies issues du XIX<sup>e</sup> siècle, qu'il s'agisse du libéralisme ou du socialisme, et des systèmes correspondants, capitaliste et communiste, et à explorer des voies

nouvelles : réaffirmation de la solidarité communautaire face à l'individualisme libéral, de la nécessité d'un exécutif fort et responsable face au désordre des régimes parlementaires d'assemblée, volonté d'une organisation sociale « organique », ou coopérative ou même corporatiste, rétablissant des corps intermédiaires et se substituant à la lutte des classes, planification étatique pour corriger les excès de la concurrence libérale. Ces idées, en réaction contre le libéralisme classique issu du XIX<sup>e</sup> siècle et apparemment vainqueur en 1919, se retrouveront dans beaucoup de courants politiques, de droite ou de gauche, mais évidemment déclinées de façon diverse, et elles resteront fort influentes jusqu'au retour en force du libéralisme idéologique, politique et économique dans les années 1980<sup>18</sup>.

Bien entendu, les mouvements portés par ces idées sont très divers et souvent très opposés, mais tous correspondent, malgré tout, à un indéniable *Zeitgeist*. Leur point de convergence est net : un double rejet, celui du libéralisme et du capitalisme d'un côté, du socialisme et du communisme de l'autre. Comment en revanche établir une troisième voie entre l'un et l'autre, ou établir quelque chose de radicalement différent, c'est là que les esprits divergent. Mais il est impossible de suivre l'Europe des années 1930 et 1940 si l'on n'a pas en tête cette convergence et ces divergences<sup>19</sup>.

Il s'agit d'un mouvement brownien idéologique, avec un extraordinaire phénomène d'idéologisation très intellectualisée : des débats acharnés, parfois sur des têtes d'épingle, souvent incompréhensibles aujourd'hui. Un esprit de secte, en tout cas de petits groupes ayant chacun sa revue et sa vérité, et souvent peu capables sinon de voir les réalités – car ils ne sont pas victimes de l'optimisme panglossien des libéraux –, du moins de comprendre leurs ressorts, ainsi que les rapports de force dans leurs pays et dans le monde. Les nazis et surtout les fascistes en joueront souvent comme d'un Stradivarius, ce



qui est une dimension essentielle de cet ouvrage<sup>20</sup>. Les communistes ne se donneront pas vraiment cette peine.

D'autre part, la pensée réactionnaire et antidémocratique, prolongeant et renouvelant des courants du XIX<sup>e</sup> siècle, a le vent en poupe dans les années 1920 et 1930. Elle est différente des « idées des années 30 » et des idéologies totalitaires, mais elle a contribué à délégitimer pour beaucoup le libéralisme et la démocratie, et les différences aussi bien avec les totalitaires qu'avec les tenants des « idées des années 30 », qui nous paraissent évidentes aujourd'hui, mais ne l'étaient pas forcément pour les contemporains<sup>21</sup>. L'évolution libérale et démocratique du XIX<sup>e</sup> siècle avait suscité de fortes oppositions idéologiques. Elles furent particulièrement construites et puissantes en Allemagne, en Italie et en France. Dans le cas allemand au XIX<sup>e</sup> siècle, si cette pensée réactionnaire ne doit pas être confondue avec le national-socialisme, elle a néanmoins contribué à délégitimer la république de Weimar, et elle a été en partie récupérée par les nazis, d'autant plus qu'elle ne s'affirmait pas comme « réactionnaire », mais comme « révolutionnaire », « nationale-révolutionnaire », « conservatrice-révolutionnaire », ou « nationale-bolchevique »<sup>22</sup>.

Pour l'Europe latine, il faut citer Charles Maurras et l'Action française. Maurras n'a manifesté aucune attirance pour le national-socialisme. Il le considérait comme un nouvel avatar de l'esprit allemand, particulièrement dangereux pour la France<sup>23</sup>. La position de l'Action française à l'égard du fascisme et de Mussolini était en revanche favorable, mais pour des raisons géopolitiques beaucoup plus qu'idéologiques. On constate qu'après 1919 de nombreux groupes de par l'Europe se réclamèrent de l'enseignement de Maurras, en particulier en Belgique, en Suisse, en Roumanie, en Espagne, au Portugal. Il existe incontestablement une dimension « latine » du phénomène, que l'on retrouvera même après 1945<sup>24</sup>.

Cela dit, les maurrassiens perçoivent mal qu'en fait c'est l'Italie fasciste qui inspire, pour ne pas dire suscite, ces mouvements. Elle dispose en effet pour ce faire de tous les moyens d'un État à la politique extérieure dynamique avec à sa tête un chef particulièrement conscient des moyens d'action que procure la pénétration idéologique des pays étrangers. C'est évident dans le cas de la Roumanie et de l'Espagne, où la Phalange se constitue en 1934 en fusionnant un certain nombre de mouvements de droite – ses futurs dirigeants ont eu une longue séance de travail stratégique avec le Duce en mars. Que l'idéologie de la Phalange soit nationale-catholique et conservatrice plus que réellement « fasciste », avec moins d'intérêt que l'Italie pour les questions de transformation économique et sociale, n'importe guère à partir du moment où ses méthodes et orientations sont antidémocratiques, antilibérales, antisocialistes et antibolcheviques et qu'elle paraît disposée à s'aligner sur Rome si elle parvient au pouvoir (ce qui ne sera que très partiellement le cas, Franco veillant à garder la main et à maintenir l'équilibre entre phalangistes, royalistes et milieux possédants)<sup>25</sup>.

D'autre part, en France, même le maurrassisme évolue après 1919, et cette évolution reflète aussi à sa manière les conséquences du dynamisme mussolinien. Le mouvement n'est plus strictement limité au cadre national : la création de la *Revue universelle* par Henri Massis et Jacques Bainville en 1920 apporte au mouvement royaliste une dimension européenne. À partir de 1930, sous le vocable générique de « Jeune Droite », une série de mouvements dissidents se distinguent de l'Action française, sans toutefois rompre avec elle. Ils sont très représentatifs des idées des années 1930 : souvent tentés par le fascisme, ils commencent une évolution qui aboutira en 1940 pour certains d'entre eux, comme Lucien Rebatet et Robert Brasillach, à la rupture avec Maurras et au ralliement